

Centre de Lutte contre l'Impunité et
l'Injustice au Rwanda (CLIIR)
Rue de la colonne 54/4
1080 BRUXELLES
Tél/Fax : +32 816 011 13
Mobile : +32 487 616 651 / +32 488 534 743
Email: info@cliir.org
Site web: www.cliir.org
[@cliir_org](http://cliir_org)



CLIIR, un regard impartial

QUINZAINE DE LUTTE CONTRE LA CULTURE DU MENSONGE, DE L'INJUSTICE ET DE L'IMPUNITÉ AU RWANDA

"Le mensonge donne des fleurs, jamais des fruits"

Le 17 décembre 2014

#13 Répressions impitoyables contre les opposants politiques

Sous prétexte de rétablir « l'ordre », le régime dictatorial du Président rwandais, le général Paul KAGAME, mène une répression brutale et impitoyable contre tout opposant politique réel ou supposé. Depuis 2000, l'année à laquelle où Kagame accède officiellement à la Présidence du Rwanda, il réprime sans pitié et sans la moindre tolérance tous les dirigeants des partis de l'Opposition démocratique rwandaise d'une manière indiscriminée.

Hutus et Tutsis sont attaqués sans distinction aucune par le pouvoir qui les assassine, les emprisonne, les persécute en recourant aux calomnies à la diffamation et aux fausses accusations suivies de faux procès et de lourdes peines de prison.

Pourtant, les différents textes de loi autorisent sur papier l'existence des partis politiques et le droit d'expression et d'association.

1. A partir de 2010, tous les chefs des véritables partis politiques opposés au régime de Kigali sont soit en prison ou en exil

La veille des élections présidentielles du 09 Août 2010, le régime du Front Patriotique Rwandais (FPR) s'est lancé dans une longue et impitoyable campagne d'intimidation, d'assassinat et d'emprisonnement arbitraire de ses opposants réels ou supposés dont :

- **Maître Bernard NTAGANDA, Président-Fondateur du Parti Social IMBERAKURI (PSI)**, fut arrêté et emprisonné le 24 juin 2010. Il fut condamné à 4 ans de prison ferme et 100.000 Frw d'amende. Dans la foulée, plusieurs autres dirigeants du PSI au niveau national sont emprisonnés à partir du 24 juin jusqu'à ce jour. D'autres se sont exilés comme Mme **Uwizeye Immaculée** (ex-secrétaire générale) et **Alexis Bakunzibake**, 1^{er} Vice-président du PSI.

- **M. Déogratias MUSHAYIDI, Président du Pacte Démocratique du Peuple (PDP)** a été condamné le 17 septembre 2010 à perpétuité, à l'issue de son procès inéquitable.
- **Madame Victoire INGABIRE Umuhuza, Présidente des Forces Démocratiques Unifiées (FDU)**, qui est rentrée au Rwanda le 16/01/2010 après 16 ans d'exil en Hollande fut condamnée d'abord à 8 ans de prison. Lorsqu'elle interjeta appel, sa peine fut presque doublée et portée à 15 ans de prison. Exactement comme la peine de 15 ans infligée au **Dr Théoneste Niyitegeka** battu régulièrement pour hâter sa mort et à **M. Pasteur Bizimungu**, le prédécesseur de Paul Kagame au poste de Président de la République.
- **Le 25 Mars 2013**, alors qu'il s'apprêtait à assister au procès de Mme Victoire INGABIRE, Présidente des FDU, **M. Dominique SHYIRAMBERE**, membre du PSI fut arrêté par la police. Juste après **M. Sylvain SIBOMANA**, Secrétaire Général des FDU qui était déjà entré dans le Tribunal et qui sortait pour s'enquérir de la situation fut également arrêté. Les deux furent traduits en justice et accusés « *d'organiser une manifestation non autorisée et atteinte aux forces de l'ordre* ». M. Dominique SHYIRAMBERE fut condamné à 6 mois de prison avec une amende d'un million de francs (1.000.000 Frw) alors que M. Sylvain SIBOMANA fut condamné à cinq (5) ans de prison. M. Dominique SHYIRAMBERE fut libéré le 05 Décembre 2013.
- **Plusieurs autres membres des FDU sont emprisonnés** au Rwanda. Notamment le groupe de 7 adhérents des FDU de Karongi emprisonnés pour avoir rencontré Monsieur Sylvain Sibomana.
- Dans la chasse aux opposants politiques initiée par le régime de Paul Kagame, le mari de Mme Victoire INGABIRE Umuhuza qui vit en Hollande, M. Lin MUYIZERE vient d'être calomnié et accusé d'avoir trempé dans le génocide rwandais. Tout cela dans le but d'accabler et de fragiliser sa femme Victoire Ingabire emprisonnée au Rwanda.

2. Plusieurs autres opposants ont été assassinés, blessés, enlevés et portés disparus

- **Le Vice-Président de Democratic Green Party of Rwanda (DGPR), Monsieur RWISEREKA André Kagwa** fut retrouvé à moitié décapité le 14/07/2010 à Butare. Il avait été enlevé à son lieu de travail (Hôtel Sombbrero à Butare) dans la nuit du 12 au 13/07/2010. La veuve de Rwisereka est actuellement réfugiée politique en Angleterre tandis que l'un de ces deux petits frères est réfugié en Belgique. Ses sœurs ont été persécutées, harcelés et forcées de s'exiler également. Il avait rompu avec le FPR en 1998 suite à l'assassinat de Seth SENDASHONGA tué à Nairobi le 16. Il avait refusé de cotiser au FPR.
- **Monsieur Cassien MUNYARUBUGA**, un membre du parti PDR-Ubuyanja, fut menacé par l'inspecteur Gilbert Ruhorahoza lors de sa visite chez le Président

Fondateur du parti, M. Pasteur Bizimungu. Il fut finalement assassiné le 26/12/2001 à Nyarutarama vers 15h de l'après-midi.

- Le 13 juin 2010 vers 20h, **M. Aimable SIBOMANA RUSANGANWA**, Secrétaire particulier de Maître Bernard Ntaganda, a été enlevé à Kigali et porté disparu jusqu'à ce jour.
- Le 15 septembre 2011, la Police nationale rwandaise a tenté d'assassiner **Mr Eric NSHIMYUMUREMYI**, Président du PS IMBERAKURI dans le District de Kicukiro à Kigali alors qu'il rentrait chez lui à la maison après avoir assisté au procès de la Présidente du parti FDU, Mme Victoire INGABIRE UMUHOZA. La police a refusé de le faire soigner. Il est en outre torturé et quotidiennement battu par ses gardes à la prison de Nyarugenge (1930) où il est détenu en attendant qu'il succombe à ses blessures.
- Le 07 Mars 2012, **M. Jean - Baptiste ICYITONDERWA**, Secrétaire Général chargé de la mobilisation fut porté disparu. C'était juste après la comparution de Me Bernard NTAGANDA en appel le 05 Mars 2012 à la Cour Suprême. Après plusieurs appels à l'aide du PSI dans la presse et auprès des ambassades, ses ravisseurs finirent par l'abandonner à Nyarugunga près de Kigali le 12 mars 2012 vers 21h30.
- Le 05 Septembre 2012, **M. Alexis BAKUNZIBAKE**, 1er Vice Président fut kidnappé en plein jour vers 12h50 à Biryogo – Kigali et embarqué à bord d'un véhicule. Les spectateurs ont rapporté avoir reconnu les occupants de ce véhicule comme agents de la DMI (Directorate of Military Intelligence). La victime fut retrouvée à Kabale en Ouganda trois jours après.
- Le 17 Septembre 2013, certains lauréats et étudiants de Hautes Ecoles et Universités ont écrit au Premier Ministre pour lui faire part de leurs inquiétudes sur la décision du gouvernement de changer les règles d'octroi du prêt (bourse) pour suivre les Hautes Ecoles et Universités. Juste après la remise de cette lettre, quatre (4) d'entre eux, dont **Monsieur Jean-Baptiste ICYITONDERWA** ont été emprisonnés et accusés d'organiser une manifestation non autorisée. Ils ont été libérés le 26 Septembre 2013 après avoir été blanchis par le Tribunal de Grande Instance de Rusororo. Le parquet n'a pas fait appel. A la place, la police appela M. Jean-Baptiste ICYITONDERWA pour lui demander de se présenter à son bureau le 05/11/2013. Il fut alors interrogé sur cette même lettre, puis accusé de « faux et usage de faux » et écroué. Alors qu'il n'a pas été présenté à la Haute Cour de Gasabo, pour la lecture de son verdict, la justice n'a pas hésité à le reconnaître coupable et à le condamner à six ans (6) de prison avec une amende de trois cents mille francs (300.000 Frw).

Rappelons que le 31/03/2003 le même président Paul KAGAME a déclaré au peuple rwandais et en particulier aux opposants politiques « *qu'il a suffisamment de moulins pour moudre le sorgho et le maïs pour ceux qui pensent en avoir beaucoup* ». Ce discours de terreur et les crimes politiques qui ont visé les opposants politiques a été suivi par des enlèvements suivis de disparitions forcées dans la capitale rwandaise Kigali.

- C'est à cette occasion qu'ont disparu le député du MDR, **Dr Léonard HITIMANA** enlevé le 07/04/2003 et le **Lieutenant Colonel Augustin CYIZA** enlevé le 23/04/2003 en même temps que plusieurs autres citoyens rwandais.

Ces deux personnalités ont disparu après leurs arrestations par des agents de la Directorate of Military Intelligence (DMI) qui les ont faits disparaître par la suite sans laisser des traces.

3. Depuis plus de 14 ans la chasse aux opposants est une activité continue du FPR

- **Le Député Jean MBANDA, du Parti Social Démocrate (PSD)** a été emprisonné trois jours après avoir osé écrire sa lettre ouverte datée du 5 mai 2000 aux chefs de tous les partis politiques dans laquelle il dénonçait leur mutisme, le comportement dictatorial de Kagame et du FPR. Il fut arrêté et chassé du Parlement. Il dut également croupir en prison sous une inculpation fantaisiste pendant quelques années.
- Le 30 mai 2001, **l'ancien Président de la République Pasteur BIZIMUNGU et l'ancien Ministre Charles NTAKIRUTINKA** tentèrent de créer le **Parti Démocratique pour le Renouveau (PDR)**. Leur parti fut vite traité de « *parti hutu radical* » et interdit par le gouvernement et ses leaders furent emprisonnés le 19 mai 2002. A l'issue de faux procès ils furent condamnés respectivement à 15 et 10 ans de prison.
- **Le Docteur Théoneste NIYITEGEKA**, candidat indépendant aux élections présidentielles de 2003 contre le président Paul KAGAME fut condamné à 15 ans de prison le 05/02/2008 suite à un complot judiciaire des tribunaux Gacaca pour une prétendue implication dans le génocide.
- **L'ancien secrétaire général du Mouvement Démocratique Républicain (MDR), M. Pierre GAKWANDI**, a été arrêté en 2003 et emprisonné arbitrairement pendant 5 ans sous diverses fausses accusations de divisionnisme.
- L'emprisonnement de **l'ancien député du MDR, M. Léonard KAVUTSE**, arrêté en août 2003 en pleine campagne électorale du candidat indépendant aux élections présidentielles l'ancien premier ministre Faustin Twagiramungu.

4. La justice est manipulée pour museler et éliminer tous les opposants politiques

- **Les parquets et les tribunaux ordinaires du Rwanda**

Ils sont complètement contrôlés par le petit noyau de chefs militaires et politiques du FPR qui les utilisent pour anéantir toute personne susceptible de résister à la culture du mensonge, de l'injustice et de l'impunité imposée au peuple rwandais comme un nouveau « *mode de vie* ». L'ensemble des forces de l'ordre et de sécurité entretient l'insécurité allant jusqu'à organiser, comme de véritables gangsters, des actes de représailles ou de provocation contre les opposants réels ou supposés. Ils prennent les épouses et les enfants en otages lorsque les époux et les papas réussissent à fuir le pays. Ils opèrent comme des « *hors-la-loi* » aux quatre

coins du Rwanda. Ils tuent, enlèvent, torturent, terrorisent et rançonnent les citoyens rwandais. Ils ne rendent compte qu'à une seule autorité : les responsables du FPR et de la DMI, c'est-à-dire le Président Paul KAGAME.

- **Les Tribunaux GACACA**

Dans notre communiqué n°80/2005 du 18 mars 2005 intitulé : « *Les tribunaux GACACA sont détournés, contrôlés et paralysés par les chefs militaires et politiques du FPR impliqués dans le génocide rwandais* ». CLIIR accuse le régime d'avoir détourné les tribunaux GACACA de leur mission originale : celle de donner au peuple le pouvoir de dire la vérité. Au lieu de cela, les GACACA sont devenus des armes de destruction massive des Hutus.

Avant même que les juridictions gacaca aient effectivement jugé les personnes accusées, des hauts fonctionnaires du ministère de la Justice avaient prévu que le processus serait nécessairement politique. Dans un entretien de novembre 2003, un de ces fonctionnaires a dit à maintes reprises à des chercheurs de Human Rights Watch (HRW) que « *la justice est un problème politique qui doit être résolu politiquement.* » Le ministre de la Justice, présent lors de l'entretien, n'a pas contredit cette affirmation.

Le FPR du Président Général Paul KAGAME devrait accepter la liberté d'expression et d'association pour tous les rwandais de l'intérieur et de la diaspora. Il devrait comprendre que « *quelque soit la façon dont on définit la démocratie (qu'elle soit africaine ou occidentale), on doit toujours aller vers le pluralisme politique, lequel implique que l'opposition est libre de s'organiser et de faire valoir son point de vue* » selon l'ancien Secrétaire d'Etat américain Collin POWELL.

Fait à Bruxelles, le 17/12/2014

Joseph MATATA, Coordinateur du CLIIR